

Communiqué du bureau du SNESup-UPJV du 17 février 2009

Le SNESup-UPJV appelle les enseignants-chercheurs de l'UPJV au boycott de la demi-journée de "réflexion sur le statut d'enseignant-chercheur" à l'initiative du président de notre université. En effet, les conditions d'un débat serein au sein de l'UPJV ne sont plus du tout réunies actuellement.

1. Usant d'arguments falacieux et mensongers sur les universités "intégratrices" ou "environnantes", le président Fauré continue, au sein des divers conseils, de tenter de faire passer en force son choix de remontée des maquettes de masters d'enseignement contre l'avis désormais largement majoritaire de la communauté universitaire de l'UPJV.
2. Contrairement à la demande qui émane désormais de la quasi-totalité des secteurs de l'UPJV, le président Fauré refuse de s'associer à la demande de retrait du décret sur le statut des enseignants-chercheurs, ce qui équivaut très clairement à un soutien porté à ce texte désormais moribond. Au sein de la Conférence des présidents d'université, le président de l'UPJV a donc choisi de s'associer au dernier carré des soutiens à la réforme gouvernementale. Après avoir soutenu la loi LRU l'an passé, le président Fauré apparaît donc clairement comme un promoteur local des réformes régressives qui déstructurent aujourd'hui l'enseignement supérieur et la recherche.
3. Après avoir publié des statistiques politiques de grévistes, le président de l'UPJV fait désormais pression sur les doyens, en usant de l'intimidation, pour rétablir l'ordre au sein de son établissement.
4. Désormais gardée en permanence par des vigiles, la présidence de l'UPJV est devenue un véritable bunker, sans doute à l'image de l'université de demain, vouée au maintien de l'ordre.

Nous appelons les collègues, les élus des différentes instances, les responsables de composantes à voter et faire voter des motions de défiance à l'égard de la façon dont le président de l'UPJV ternit aujourd'hui l'image de notre université en la faisant apparaître comme un établissement entièrement au service des contre-réformes et de la régression.

Nous rappelons nos conditions à une reprise du dialogue avec les autorités universitaires locales et nationales: retrait du décret sur les EC, retrait de la réforme de la formation des enseignants, retrait du contrat doctoral, retrait des suppressions de postes de chercheurs et enseignants-chercheurs, retrait de l'ensemble des réformes régressives de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Nous appelons chacun à participer aux grèves, actions et manifestations, en particulier le jeudi 19 février.

Le Bureau du SNESup-UPJV

